



AUDIT
COMMISSARIAT
AUX COMPTES

ÉVALUER
RASSURER
RECOMMANDER
PÉRENNISER



ASSOCIATION FELIX-JEAN MARCHAIS

Association Loi 1901

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Association FELIX-JEAN MARCHAIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « FELIX JEAN-MARCHAIS » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'Association a comptabilisé des concours publics et subventions d'exploitation pour un montant de 4 060 428 euros.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- à vérifier la concordance de la dotation globalisée commune comptabilisée avec la décision tarifaire du financeur,
- à s'assurer de la corrélation des crédits non reconductibles et des subventions d'exploitation comptabilisées avec les conventions d'attribution,
- à vérifier la correcte imputation comptable.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

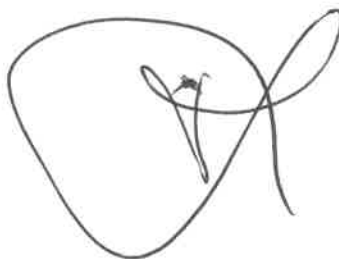
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Laval, le 24 mai 2023

Le Commissaire aux Comptes,

ALTONEO AUDIT

Franck NOGUET
Associé



Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similai	14 304	14 304		
Autres immobilisations incorporelles	6 365	6 365		196
Immobilisations corporelles				
Terrains	96 053	9 207	86 846	87 018
Constructions	6 800 207	4 251 005	2 549 202	2 754 517
Installations techniques, matériels et outillages industriel	404 433	342 677	61 756	12 891
Autres immobilisations corporelles	697 534	569 153	128 381	115 342
Immobilisations financières				
Participations	4 000		4 000	4 000
Autres titres immobilisés	192		192	177
Autres immobilisations financières	3 164		3 164	5 799
Total I	8 026 251	5 192 710	2 833 541	2 979 939
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 568
Créances				
Autres créances	33 198		33 198	20 187
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	1 431 257		1 431 257	1 081 257
Disponibilités	1 556 513		1 556 513	1 954 876
Charges constatés d'avance	31 978		31 978	26 074
Total II	3 052 946		3 052 946	3 083 963
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 079 197	5 192 710	5 886 487	6 063 903

Bilan Passif

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	673 752	673 752
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	1 082 078	1 082 078
Report à nouveau	-38 763	-31 285
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales	547 046	612 843
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales		
Excédent ou Déficit des autres activités sociales et médico-sociales	-1 753	-7 478
Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	38 927	-65 797
Situation nette (sous-total)	2 301 287	2 264 113
Subventions d'investissement	595 642	633 603
Provisions réglementées	157 027	151 751
Total I	3 053 956	3 049 467
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	1 413 626	1 633 318
Total II	1 413 626	1 633 318
PROVISIONS		
Provisions pour charges	164 775	174 967
Total III	164 775	174 967
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	749 995	805 513
Emprunts et dettes financières diverses		69
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	124 559	108 030
Dettes fiscales et sociales	359 807	276 772
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	19 769	15 487
Autres dettes		281
Total IV	1 254 131	1 206 151
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 886 487	6 063 903

Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	3 738	3 208
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 060 428	3 750 946
Ressources liées à la générosité du public		400
Dont Legs, donations et assurances-vie		400
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	37 907	106 590
Utilisation des fonds dédiés	361 297	215 441
Autres produits	2	106
Total I	4 463 372	4 076 692
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	870 537	676 875
Impôts, taxes et versements assimilés	242 238	213 728
Salaires et traitements	2 107 429	1 841 592
Charges sociales	770 354	658 973
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	292 619	328 862
Dotations aux provisions	15 255	18 234
Reports en fonds dédiés	141 605	417 320
Autres charges	2	1
Total II	4 440 039	4 155 585
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	23 333	-78 894
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	6 447	4 599
Total III	6 447	4 599
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	27 028	30 072
Total IV	27 028	30 072
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-20 581	-25 473

Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	2 752	-104 367
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	41 510	40 868
Total V	41 510	40 868
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 087	9 776
Total VI	7 087	9 776
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	34 423	31 091
Total des produits (I+III+V)	4 511 329	4 122 159
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	4 474 155	4 195 434
EXCEDENT OU DEFICIT	37 174	-73 275
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contr	38 927	-65 797

Comptes Annuels / 2022

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

Annexe

Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	x		
- Faits caractéristiques	x		
- Actif immobilisé	x		
- Détail des immobilisations		x	
- Estimation du portefeuille de TIAP		x	
- Liste des filiales		x	
- Détail des amortissements		x	
- Etat des échéances des créances	x		
- Etat des échéances des dettes	x		
- Dettes garanties par des suretés réelles		x	
- Tableau de variation des fonds propres		x	
- Provisions réglementées	x		
- Provisions pour risques et charges	x		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance		x	
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
- Ventilation des ressources nettes		x	
- Honoraires des commissaires aux comptes		x	
- Subventions d'exploitation		x	
- Concours publics et subventions		x	
- Résultat financier		x	
- Eléments exceptionnels		x	
- Analyse du résultat			
- Tableau des effectifs		x	
- Rémunération des dirigeants		x	
- Engagements financiers donnés	x		
- Engagements financiers reçus		x	
- Crédit-bail		x	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		x	
- Engagement de retraite		x	
- CICE	x		
- Contributions volontaires	x		
- Suivi des legs et donations		x	
- Détail des legs, donations et assurances-vie		x	
- Suivi des dons restant à vendre		x	
- Legs autorisés à réaliser		x	
- Suivi des subventions affectées	x		
- Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organ		x	
- Fonds dédiés sur générosité du public		x	
- Compte de résultat par origine et destination		x	

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASSOCIATION FELIX JEAN MARCHAIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 5 886 487 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 37 174 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Les statuts de l'Association Félix-Jean Marchais ont été déposés en préfecture le 22 octobre 1936.

L'association défend des valeurs d'altruisme, de respect des personnes et de bientraitance.

L'association a évolué au fil du temps. Elle est gestionnaire du Dispositif ITEP (Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique) en Mayenne.

Ce Dispositif accompagne des enfants, des adolescents ou des jeunes adultes qui présentent des difficultés psychologiques, dont l'expression notamment l'intensité des troubles du comportement perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages.

A ce titre, les actions se situent dans le champ du handicap psychique.

Le Dispositif (DITEP. FJM) est composé de deux établissements et d'un service :

- ITEP La Perdrière – 91, Rue de Grenoux à Laval : 16 places pour des jeunes de 7 à 16 ans
- ITEP Pro (à vocation préprofessionnelle) F.J Marchais – 22, Rue Ulphace Benoist à Andouillé : 27 places pour des jeunes de 14 à 20 ans
- SESSAD (Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile) La Perdrière – 91, Rue de Grenoux à Laval : 45 places pour des jeunes de 5 à 20 ans

L'autorité de contrôle est l'Agence Régionale de Santé (ARS) des Pays de la Loire. Un contrat d'objectif et de moyens est conclu avec l'ARS.

Le financement est assuré par les caisses d'assurance maladie (Budget accordé, 3 millions d'euros).

Afin d'assurer le fonctionnement de son service et de ses deux établissements, l'association emploie 76 professionnels (53 ETP environ). Les plateaux techniques sont pluridisciplinaires

- professionnels de soins
- éducateurs et éducateurs techniques
- assistant de service social
- services généraux et administratifs
- personnels d'encadrements
- enseignants mis à disposition par l'Education Nationale

Notre périmètre d'intervention est le département de la Mayenne. C'est la maison départementale de l'autonomie (MDA) qui propose aux parents une intervention de notre dispositif.

Le Dispositif ITEP établit des partenariats avec de nombreuses institutions mayennaises (Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, Direction Départementale de l'Enseignement Catholique, services sociaux, services de psychiatrie, établissements et services d'aide au travail, structures médico-sociales,) et des entreprises (réseau d'employeurs).

L'association participe aux réflexions départementales concernant les orientations des politiques publiques (conseil territorial de santé ; plan département de santé mentale (PTSM) ; conseil local de santé mentale (CLSM) de l'agglomération lavalloise ; groupement hospitalier de territoire (GHT).

Règles et méthodes comptables

L'association coopère avec de nombreux acteurs du département notamment par les biais d'une association (TEAM) qui regroupe plus de 20 directeurs d'associations gestionnaires d'établissements et services médico-sociaux.

L'association est membre fondateur et inscrite dans un réseau régional : le GIAC (Groupement Inter Associatif de Coopération des Pays de la Loire). Celui-ci regroupe huit associations de la région, qui ont pour intérêt commun les personnes en difficultés (1800 personnes accompagnées, 650 salariés).

L'association est également partie prenante d'un réseau national : l'AIRe (Association Nationale des ITEP et de leurs réseaux) et milite pour améliorer la prise en compte des personnes en souffrance psychique.

L'association a mis en place deux projets nouveaux adossés au dispositif ITEP :

- Une Equipe Mobile Ressource (EMR) : ce projet expérimental est opérationnel depuis octobre 2015. Il s'agit de soutenir des équipes de professionnels de l'enseignement et de la formation, confrontés à des jeunes présentant des troubles du comportement important. Cette équipe mobile ressource a accompagné plus de 200 équipes de professionnels de l'enseignement mais aussi est intervenue dans des centres de loisirs, auprès des services d'aides aux familles (TISF, techniciens de l'intervention sociale et familiale) et dans des maisons d'enfants à caractère sociale (MECS). En 2019, l'ARS de Pays de la Loire a confié la gestion de l'Equipe Mobile d'Appui à la scolarisation des enfants en situation de handicap (EMA) à l'association. Cela vient compléter le dispositif existant.

- Un Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE) opérationnel depuis septembre 2017 afin de prendre en compte les nombreuses situations en liste d'attente (20 places).

- Un PCPE afin d'accompagner la sortie du DITEP et libérer ainsi des places.

L'association est également porteuse d'autres projets.

Elle a déposé les projets suivants :

- Un projet d'établissement pour accueillir des adolescents en grande difficultés psychiques, alternative à la psychiatrie.
- Un projet de centre familial d'accueil spécialisé.
- Un projet d'antenne du DITEP sur la ville de Mayenne

Ces trois projets n'ont pas abouti, mais d'autres projets ont vu le jour.

- L'association a été à l'initiative en 2018 d'un travail en coopération avec d'autres acteurs du département, sur la problématique des 16 ans-25 ans en voie marginalisation. Ce dispositif a pris son envol en fin d'année 2020 avec la création d'un groupement de coopération social et médico-social (GCSMS) dénommé « L'appui ». Il s'agit d'une expérimentation de trois années financées par l'ARS et la CAF. L'association est donc membre fondateur de ce dispositif

- L'association a lancé dans le même temps une réflexion avec l'association INALTA gestionnaire du CMPP (Centre Médico Psycho-Pédagogique), la DSDEN (Direction des Services de la Départementaux de l'Education Nationale), la DDEC (Direction Départementale de l'Enseignement Catholique), la PMI, la pédopsychiatrie, le CAMSP (Centre d'Action Médico-Social Précoce). Ce travail coopératif a abouti à la création d'un dispositif expérimental nommé « Les Petits Pas », géré par l'association FJM en étroite coopération avec le CMPP. Il s'agit d'un dispositif de prévention primaire à l'attention des pères et mères d'enfants de 0 à 6 ans qui peuvent avoir des inquiétudes sur ce qui se passe pour leur enfant. Financé par l'ARS et la CAF, ce dispositif est implanté sur Laval Agglomération et sur Renazé depuis novembre 2020.

En 2021, l'ARS, en partenariat avec le conseil départemental (ASE), a confié la gestion de l'Equipe mobile de soutien à la protection de l'enfance. Le dispositif contient un volet de soutien (de type EMR) auprès des professionnels et un autre volet sur l'accueil, sur des temps d'atelier, des enfants confiés à l'aide social à l'enfance.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 16 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits significatifs

Le montant des rémunérations allouées aux trois plus haut cadres dirigeants, bénévoles et salariés, s'élève à 156 816 euros, et avantage en nature : néant.

En plus des dépenses normalement comptabilisées, l'association a bénéficié au cours de cet exercice d'une mise à disposition de deux personnes de l'éducation nationale. Le montant de cette mise à disposition se décompose comme suit :

- salaires bruts : 62 679,62 €
- indemnités diverses : 10 182,34 €

Autres éléments significatifs

- Stabilisation de l'organisation en DITEP et du plateau technique,
- Installation du PCPE de sortie et de l'EMS (soutien à la protection de l'enfance),
- Changement de logiciel RH et comptable.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 668			20 668
Immobilisations incorporelles	20 668			20 668
- Terrains	96 053			96 053
- Constructions sur sol propre	6 307 564			6 307 564
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	453 265	39 379		492 643
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	348 969	55 465		404 433
- Installations générales, agencements aménagements divers	96 632			96 632
- Matériel de transport	333 016	39 286		372 303
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	213 889	14 711		228 599
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	7 849 387	148 841		7 998 227
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	4 000			4 000
- Autres titres immobilisés	177	15		192
- Prêts et autres immobilisations financières	5 799		2 635	3 164
Immobilisations financières	9 976	15	2 635	7 356
ACTIF IMMOBILISE	7 880 031	148 856	2 635	8 026 251

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 472	197		20 668
Immobilisations incorporelles	20 472	197		20 668
- Terrains	9 035	172		9 207
- Constructions sur sol propre	3 630 686	195 115		3 946 025
- Constructions sur sol d'autrui	120 225			
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	255 401	49 579		304 979
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	336 078	6 599		342 677
- Installations générales, agencements aménagements divers	97 737	3 303		101 040
- Matériel de transport	231 310	27 181		258 492
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	199 147	10 475		209 621
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 879 619	292 424		5 172 042
ACTIF IMMOBILISE	4 900 091	292 621		5 192 710

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 68 340 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 164		3 164
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	33 198	33 198	
Charges constatées d'avance	31 978	31 978	
Total	68 340	65 176	3 164
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	23 775
Divers - produits à recevoir	679
Intérêts courus à recevoir	11 468
Total	35 922

Notes sur le bilan

Fonds propres

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Renouvellements investissements				
Prêts d'installation				
Autres provisions	151 751	5 276		157 027
Total	151 751	5 276		157 027
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		5 276		

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges					
Total	174 967	17 067	27 258		164 775
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		15 255	27 258		
Financières					
Exceptionnelles		1 812			

La dotation aux provisions de l'exercice correspond à :

- Provision pour départ en retraite constituée, afin de financer les départs prévus dans les 5 ans à venir, le montant de cette provision s'élève à 62 457 euros
- Provision pour investissement : 8 024 euros.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 254 131 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	749 995	45 399	198 149	506 447
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	124 559	124 559		
Dettes fiscales et sociales	359 807	359 807		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	19 769	19 769		
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	1 254 131	549 535	198 149	506 447
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	55 518			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	34 823
Dettes provis. pr congés à payer	175 162
Personnel - autres charges à payer	42 769
Etat - autres charges à payer	330
Total	253 084

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	31 978		
Total	31 978		

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Intérêts des emprunts	191 821
Engagement indemnité fin de carrière dont 62 457 euros comptabilisé les hypothèses actuarielles sont les suivantes	245 886
Taux d'actualisation 3.75%	
Taux de croissance des salaires 1%	
âge de départ à la retraite 62 ans	
table de taux de mortalité : (table INSEE 2022)	
Autres engagements donnés	437 707
Total	437 707

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	6 640	7 026
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	6 640	7 026
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	6 640	7 026
Total	6 640	7 026

La valorisation des 310 heures des bénévoles est estimé avec un taux horaire d'une personne administrative de 21,42 euros.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
Investissements		640 619	37 707			602 912	
Fonds dédoés		26 804				26 804	
EMA		25 295				25 295	
Fonds dédiés di		118 892	28 892			90 000	
PCPE	665 200	523 282	176 138			347 144	
Petits pas		118 560	118 560		134 938	134 938	
places	31 167	19 282				19 282	
Protection de l'e	163 690	160 585				160 585	
Emasco					6 667	6 667	
Total	860 057	1 633 319	361 297		141 605	1 413 627	